

Manifestation nationale à Villeneuve-de-Berg

Dossier réalisé par
Hervé BARRUHET



cette semaine à la
UNE

Les prévisions les plus optimistes parlent de 10 000 personnes attendues. Samedi prochain à Villeneuve-de-Berg, c'est en tout cas à une mobilisation nationale que tous les opposants sont invités.



Les réunions attirent du monde, beaucoup de monde !

La dernière fois qu'autant d'Ardéchois ont été appelés à se rassembler, c'était au milieu des années 90 lorsqu'il s'agissait de défendre la chasse. Un parallèle un peu curieux direz-vous ? Pas forcément car à l'époque, les mots d'ordre portaient sur la défense des traditions et du terroir.

Si cette fois-ci les "mobilisateurs" à l'origine de la manifestation sont plutôt dans le camp d'en face, celui des écologistes, il y a fort à parier que les rangs des manifestants seront surtout remplis d'Ardéchois désireux de défendre leurs paysages, leur douceur de vivre, en un mot leur terroir.

Bien sûr dira-t-on, pourquoi se mobiliser contre ce qui n'est qu'un projet d'exploration pour lequel on a pas encore vu le moindre bout de par choc de camion de chantier. Du schiste, on sait qu'on en a, et même beaucoup par contre du gaz et surtout du gaz en quantité suffisante, rien n'est moins sûr. Mais chat échaudé craint l'eau froide... Car il est un fait qu'aucune garantie n'existe à ce jour sur la propreté des techniques d'extraction utilisées. Les exemples de techniques utilisées outre Atlantique font peur sur les rives du Rhône et il est un autre fait : les porteurs du projet brillent par leur discrétion.

Venues à la rencontre de certains maires et responsables ardéchois en octobre dernier, deux personnes mandatées par

Schuepbach energy - GDF Suez (société que nous tentons de contacter sans succès), titulaire de fait du permis dit de Villeneuve de Berg, ont visiblement bien fait leur travail. Ils étaient tellement persuasifs qu'absolument rien n'a fuité des diverses réunions. Tout allait bien dans le meilleur des mondes.

En attendant avril

Sauf que l'ignorance sur les détails du projet a automatiquement engendré la méfiance et en cette terre du Vivarais, le réflexe est encore plus puissant qu'ailleurs. A Saint-Sernin, Villeneuve de Berg, Vallon pont d'arc et dans bien d'autres communes encore, l'affluence lors des différentes réunions sur le sujet a été telle qu'elle a dépassé de loin les prévisions les plus optimistes. On pourrait d'ailleurs reprocher à notre titre de parler trop du sujet (des pages entières chaque semaine depuis début janvier), surtout en période électorale, mais il est difficile d'ignorer des salles archi-combles

comme on en a jamais vues ! Un succès qui, de plus, ne se dément pas chaque jeudi chez votre marchand de journaux, preuve que la demande d'information existe.

Alors en attendant avril et la publication d'un rapport d'étape par le ministère de l'environnement, en attendant que les porteurs du projet s'expriment, les collectifs du non le font, eux.

Infos pratiques

Les manifestants seront invités à se rassembler samedi 26 février à partir de 14h entre le rond-point d'accès à Villeneuve de Berg et l'aire de repos sur la RN102 quelques centaines de mètres plus à l'ouest.

C'est sur cette aire que se trouvera la scène.

Le SITHERE dit non

Présidé par Jean-Claude Flory, le Syndicat Intercommunal pour le Thermalisme et l'Environnement (SITHERE) s'est réuni le 16 février. Les membres du Comité Syndical ont émis un avis défavorable aux projets de prospection de gaz de schiste en Ardèche méridionale. S'appuyant sur le manque de garanties environnementales apportées par les techniques d'exploration et de prospection par forage et fracturation dans un contexte géologique particulier, les membres du SITHERE estiment qu'il existe un risque pour la qualité des ressources en eau souterraines. Le SITHERE s'investit en effet depuis des années pour la protection et la valorisation des eaux souterraines et de surface, sur lesquelles repose une grande partie de notre cadre de vie et de l'économie locale. En conséquence, le SITHERE se prononce pour l'abandon des projets de prospection et d'exploitation.

Une commission parlementaire

Les députés Pascal Terrasse (PS Ardèche) et Pierre Morel (UMP Lozère), viennent de créer à l'Assemblée Nationale une commission dont l'objectif sera d'examiner le travail de la mission d'expertise lancée par la ministre de l'environnement Nathalie Kociusko Morizet. Parallèlement, une mission d'enquête devrait être lancée mardi prochain afin d'auditionner les porteurs des projets. Enfin, les deux députés ont lancé une motion à destination de leurs collègues députés ; Environ 60 députés de gauche et 24 UMP, dont Jean-Claude Flory, l'ont signée.

Total côté pile, Total côté face

"Y-a-t-il un potentiel en France? Nul ne le sait pour l'instant. Et peut-on l'exploiter proprement? Nul ne le sait" a déclaré Eric Besson sur Europe 1. Le ministre chargé de l'industrie envisagerait un déplacement pour évaluer sur place l'impact de l'exploitation made in USA...

Il est vrai qu'on est dans le flou sur la réalité de ce potentiel. S'agissant du permis de Montélimar, selon le journal Les Echos (28/01/11), le groupe Total a publié "une offre d'entrée" sur son permis d'exploration dont il pourrait céder 50 % pour pallier à la défection de son partenaire américain Devon qui se recentre sur son activité aux USA. La publication de cette offre permet d'avoir une idée de l'intérêt du permis. Total évoque en effet un site "à haut potentiel" et juge cette opportunité "importante et très significative". Selon nos confrères, Total indique dans le document adressé aux compagnies sollicitées que la zone pourrait contenir jusqu'à 2 380 milliards de m³ de gaz. Avec un taux de récupération oscillant entre 20 et 40 %, le gisement pourrait représenter de 10 à 20 ans de la consommation de gaz en France ! À l'heure où la nouvelle augmentation du prix du gaz annoncée en avril fait grincer des dents, on mesure mieux l'enjeu d'un tel potentiel. Total souligne d'ailleurs que cette production locale de gaz serait "très compétitive".

Mais après Total côté face, il y a Total côté pile. Avec la forte mobilisation des opposants, la direction du groupe s'est empressée de minimiser l'impact de ce document. Ces indications se fonderaient en fait sur des informations très partielles issues de sondages réalisés il y a 40 ans. "Tout chiffre avancé aujourd'hui est purement théorique et ne peut en aucun cas être une estimation du volume qui pourrait être produit", précise le directeur général de la branche exploration-production, Yves-Louis Darricarrère.

Les griefs du collectif

- l'absence d'information et de débats publics,
- les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols),
- l'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique,
- les ravages en termes socio-économiques (agriculture, tourisme,...)
- les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes).

Samedi matin à Saint-Marcel-lès-Valence, un collectif national sera créé regroupant les associations des secteurs de l'Ardèche, de Montélimar et de Nant.